ARRETE DE MISE EN CONGE SUPPLEMENTAIRE LIE A UN ETAT PATHOLOGIQUE RESULTANT DE LA GROSSESSE

Nom complet

Grade

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire *(ou le Président)* de ...

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article R. 33-16,

Vu le décret n° 2021-846 du 29 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 1 à 7 ;

***(Le cas échéant) Vu le décret n° 91-298 du 20 Mars 1991, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;***

***(Le cas échéant) Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;***

Vu le certificat médical produit par Madame … ;

Vu la date présumée d’accouchement le … ;

Vu le certificat médical attestant que l’état pathologique de Madame…. résultant de sa grossesse nécessite un arrêt de travail de …. jours, du …. au…. ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, Madame … née le …, *(grade)* ... est admise au bénéfice d’un congé supplémentaire lié à un état pathologique résultant de la grossesse pour une période de …. allant jusqu’ au … inclus.

**Article 2** :

Pendant cette période, l’intéressée sera rémunérée à plein traitement.

***(Le cas échéant), si l’agent est IRCANTEC***

*Pendant cette période, l’intéressée sera rémunérée à plein traitement, déduction faite des*

*indemnités journalières de sécurité sociale pour lesquelles la collectivité pourra demander la*

*subrogation.*

*(La rémunération de l’agent autorisé à exercer ses fonctions à temps partiel est*

*rétablie à plein traitement pendant la durée du congé pathologique, ledit congé étant assimilé*

*à du congé de maternité).*

Article 3 :

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*..

**Article 4 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(le Président)*,